

## **Biens communs : qu'est-ce que c'est ?**

Le texte proposé par le Conseil National nous invite à réfléchir sur les biens communs, mais une question domine. De quoi parle-t-on lorsqu'on parle de biens communs ? Spontanément, on a envie de répondre : il s'agit des biens, ou des services, qui sont gérés par l'État et qui sont mis à la disposition de toutes et de tous, comme l'école, par exemple. C'est de cette manière qu'on parlerait des services publics. Mais justement, cette réponse « automatique » a beaucoup de limites. Evoquons quelques exemples.

- Il y a en France des entreprises qui sont possédées par l'État, ou en tous cas dont l'État fait partie des propriétaires : Air France par exemple. On a vu avec le plan social récent qu'elles sont gérées avec la même brutalité, suivant les mêmes critères de rentabilité que les entreprises du CAC 40. De l'autre côté, il y a des entreprises qui ne sont pas gérées par l'État mais par les salariés : c'est le cas des SCOP et des SCIC, comme les Fralib par exemple. Alors, qu'est-ce qui correspond le plus à ce qu'on appellerait un bien commun ? Est-ce que c'est une entreprise d'état gérée comme n'importe quelle entreprise du CAC 40, ou est-ce que c'est une entreprise privée mais qui est dirigée par ses salariés et ses usagers ? Cette première difficulté vient du fait que l'État, même si on ne s'en rend pas compte, joue aussi le rôle d'un capitaliste, d'un patron, avec des intérêts financiers bien compris. Dans le domaine de la révolution numérique, on peut aussi penser aux logiciels libres, ces logiciels qu'on a tous, comme Mozilla Firefox, Libre Office, VLC, etc, et qui sont publics au sens stricts du terme puisqu'ils peuvent être librement produits, distribués et étudiés. Mais là aussi, ce n'est pas le sens dans lequel s'engage l'État : on a vu avec le projet de loi sur le numérique qu'il a refusé la proposition des associations du logiciel libre et a préféré passer un contrat pour que l'Éducation Nationale utilise exclusivement les services Microsoft.

- On a la sécurité sociale, qui met en commun une partie de la richesse du pays, et qui n'est pas gérée par l'état mais par une représentation paritaire avec les salariés et les patrons. À sa création, elle était simplement gérée par les représentants des salariés. Et ce bien commun gigantesque, qui assume les frais de santé, les retraites, les allocations familiales, etc., est-ce qu'il est encouragé par l'État ? Au contraire : depuis 20 ans, à chaque fois que l'État est intervenu dans la gestion de la sécurité sociale, c'était pour la détruire : réformes des retraites, réforme des allocations familiales, etc. Et y compris pour rabattre ces missions sur des compagnies privées, des « hedge-funds » aux couleurs de la France. Donc non seulement l'État ne propose pas nécessairement de biens communs, mais en plus il semble qu'il combatte les biens communs et qu'il essaie de les privatiser.

- Et puis par ailleurs, on a ce qui n'appartient qu'à nous, qu'à chacun de nous, et que l'État prétend diriger parce que ce serait un bien commun. Je pense au corps des femmes et au projet de loi qu'il y a eu en Espagne pour interdire l'avortement. L'État espagnol a dit (mais l'État français le disait aussi à une autre époque): le corps des femmes ne leur appartient pas, il est commun à la société, ce n'est donc pas à elles de décider si elles doivent faire un enfant ou non, l'État doit décider à leur place. Avec cet exemple, on voit bien que l'État, non seulement ne met pas grand-chose en commun, mais en plus, au nom du commun, au nom de l'intérêt général, il peut nous arracher ce qui n'est qu'à nous.

Posséder en commun, diriger en commun, dans des conditions où chacun est libre de ses choix de vie : on voit un peu mieux ce qu'on appelle des biens communs, et on voit que l'État est insuffisant pour les garantir. Alors comment gagner de véritables services publics, qui seraient vraiment des biens communs ?

## **Gagner des biens communs**

Revenons sur trois des aspects autour desquels on peut mener cette bataille des biens communs.

- Les collectivités territoriales et les communes en particulier : ce n'est pas pour rien qu'à grands coups de mesures d'austérité et de réformes institutionnelles (notamment la métropolisation), l'État essaie de les tuer. Elles permettent de proposer des services publics qui sont véritablement des biens communs, accessibles à toutes et tous et élaborés en commun avec les habitants. Le tout, c'est qu'elles puissent mener les politiques pour lesquelles elles sont élues, qu'elles aient les moyens d'être autre chose que de simples relais de l'État dans les territoires : elles doivent pouvoir choisir leur fiscalité. C'est aussi à ce niveau là qu'on peut gérer en commun les ressources naturelles, loin du gâchis constant de l'économie capitaliste : la municipalisation de l'eau, par exemple, est une proposition forte. Pour autant, il y a aussi à redire dans ce domaine : pour prendre un exemple concret, il est assez évident que le département du 92 n'est pas là pour la population, mais au contraire, qu'il travaille contre elle.

- La sécurité sociale : là aussi, ce n'est pas pour rien que des forces gigantesques se liguent pour la liquider, puisqu'elle a longtemps permis, et permet encore, de mettre des richesses considérables au service des besoins de toutes et de tous. Il faut rendre sa force à la sécurité sociale, en finir avec les exonérations de cotisations et renouer avec sa gestion démocratique par les représentants des salariés, prendre les mesures nécessaires pour que le pouvoir d'État ne puisse plus la menacer. Mais par ailleurs nous pouvons entrer, comme le disait la France en commun, dans un nouvel âge de la sécurité sociale, en réduisant l'âge de départ à la retraite, en remboursant tous les frais de santé à 100 %, en assurant le salaire dans les périodes de chômage comme de formation initiale ou continue.

- La production coopérative : les Scop n'en sont qu'à leurs débuts en France, mais déjà, elles ont montré qu'elles sont capables, mieux que les grands groupes capitalistes et mieux que les entreprises d'État, de concilier l'efficacité économique avec la mise en commun et la direction en commun du travail. Y compris, dans de nombreux cas, elles ont fait la démonstration qu'elles sont la seule alternative viable si on veut défendre et redévelopper l'emploi. Généralisons la production coopérative et donnons les moyens, partout où c'est possible, à une véritable transformation de notre tissu économique dans ce sens – et notamment dans l'industrie.

### **Des campagnes pour les services publics**

Ainsi, dans le domaine de l'organisation du parti, les campagnes qu'on mène pour les services publics, la CAF, l'école ou le bus 159 à Nanterre, sont vraiment importantes – et on a besoin, pour les porter, de cellules de quartier partout où il y a des communistes. Ces campagnes nous permettent de mettre le doigt où ça fait mal, de dire aux gens ce qu'ils savent très bien : « vous voyez, on nous parle de services publics, mais en réalité tout ça est géré au-dessus de nous, il faut que ça change et qu'on aille vers de vrais services publics ». C'est ce qui a permis de gagner la bataille du bus 159 à Nanterre, où une ligne desservant les quartiers populaires de la ville, très utilisée, était systématiquement bondée du fait du faible nombre de bus. Les gens ont bien vu la nécessité du changement politique en constatant que ces rames de bus, dont on dit qu'elles sont à leur disposition, ne répondent pas du tout à leurs besoins. Les propositions que faisaient les communistes, ils les avaient déjà en tête : les outils pour la mise en commun existent déjà dans notre société, et les salariés et les citoyens le savent fort bien, ils attendent qu'on leur propose de s'y engager pleinement. Y compris, nous pouvons mener cette bataille plus loin encore, et nous adresser aux salariés et aux agents de ces services publics, pour qui la situation est encore plus dure : ils sont là pour répondre aux besoins de la population, mais ils sont mis dans des conditions où ils doivent faire l'inverse.

### **Rassembler des forces vives qui ne se limitent pas aux partis**

À mon avis, ces objectifs politiques, nécessitent de réfléchir à notre stratégie de rassemblement, y compris pour 2017. On a l'habitude d'être très en discussion avec les autres partis, et il y en a aussi besoin, mais si l'État ne suffit pas à poser la question des biens communs, alors les autres partis ne suffisent pas à poser la question du rassemblement, eux qui sont tout entiers tournés vers l'État et vers le pouvoir, même quand c'est pour le critiquer. Quelle démarche de rassemblement avec toutes les forces qui travaillent, même sans en être conscientes, à la mise en commun comme nous voulons la mener ? Quel travail de rassemblement, par exemple, avec les associations des logiciels libres, avec les groupes qui défendent l'environnement, avec les associations féministes ? Est-ce qu'ils ne sont pas au centre du projet de société qu'on veut faire gagner partout ?